qui tempère les crises agricoles. 80 % des exploitations sont tournées vers l'élevage, mais la production de porcs (1,7 million) est quatre fois inférieure à celle de Bretagne et celle de volailles (33 millions) deux fois moindre. Ces productions, tout comme le lapin en Vendée, sont héritières de l'intensification au début du XXe siècle de la production de basse-cour par la paysannerie afin de survivre sur des exploitations petites et un sol armoricain peu productif. Les Pays-de-la-Loire sont la première région de production bovine (2,6 millions) mais contrairement à La Bretagne celle-ci est partagée entre le lait et la viande. L'agriculture régionale est diversifiée par des productions céréalières sur ses marges sédimentaires et par la viticulture (33 AOC), le maraîchage et l'arboriculture le long de la Loire. Les Pays-de-la-Loire se situent au premier rang des produits sous signe de qualité, notamment les labels rouges qui concernent plus d'un quart des éleveurs (1 AOC, 12 IGP et 101 labels rouges pour la viande). 4,8 % des exploitations sont en production biologique, cette part a doublé en 10 ans.

61 500 actifs agricoles travaillent sur 25 000 exploitations, dont un quart dirigées par des femmes. L'industrie agro-alimentaire concerne 52 000 emplois dans la viande, le lait très présent en Mayenne, la boulangerie en Vendée et plus modestement dans les légumes et le poisson. La valeur ajoutée annuelle de cette sphère agro-industrielle a doublé depuis 30 ans. Ce secteur est l'un des trois, dont la balance commerciale est positive, le premier étant les équipements mécaniques et électroniques et le 3e les produits pétroliers raffinés en Basse-Loire.

Chapitre 9

Auvergne-Rhône-Alpes

Superficie (km²) : 69 711	PIB 2015 (milliards €) : 239
Densité (hab./km²) : 113	PIB/emploi 2015 (€) : 74 018
Population 2015 : 7 874 586	Taux de chômage 1er trim. 2016 (%) : 8,8
Population 1990 : 6 668 168	Capitale régionale : Lyon
Évolution de la pop. 1990-2015 (%) : + 18	Fusion : Auvergne, Rhône-Alpes

La nouvelle Région Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) procède de la fusion entre un territoire à l'identité bien trempée mais plutôt périphérique, l'Auvergne, avec une vaste zone, économiquement très puissante, mais assez composite, Rhône-Alpes. Sur le papier, l'ensemble a fière allure. 3e région de France par sa superficie, elle est d'une taille quasiment analogue à l'ensemble Pays-Bas + Belgique. Peuplée de plus de 7,8 millions d'habitants, elle assure 11,5 % du PIB national (2e rang).

Ce rapprochement, ainsi que le choix du nom, n'ont guère suscité de grands débats. Point de querelles comme dans les Hauts-de-France ou en Occitanie. Pourtant, cette fusion apparaît très dissymétrique. Le primat rhônalpin est indéniable, l'Auvergne ne comptant respectivement que pour 20 % de la population et 15 % du PIB de la nouvelle Région. Cette dernière semble un improbable rapprochement entre une « France autonome » [Carroué, 2013] opulente, dense et conquérante et une « France périphérique » [Guilluy, 2014] dont les problématiques sont tout autres (faiblesse du peuplement, risque d'isolement). À cet égard, quels sont les principaux enjeux – politiques, démographiques, économiques et sociaux – pour prétendre mener à bien une intégration régionale opérante ? Sur quelles bases unitaires fortes, notamment sur le plan économique, s'appuyer pour renforcer ce nouvel ensemble régional ? *In fine*, quelles sont les lignes de force spatiales et les recompositions territoriales à présent à l'œuvre dans cette nouvelle Région ?

Une intégration à construire pour une nouvelle Région clivée

La question régionale : fusion ou digestion ?

Si du côté rhônalpin la fusion entre les deux Régions a paru évidente, du côté de la Région Auvergne les réactions ont été plus contrastées, le personnel politique auvergnat se divisant sur la question en trois sous-ensembles.

Pour certains, peu nombreux, un tel mariage était une occasion à ne pas manquer. Pour beaucoup, tel le président du Conseil régional d'Auvergne René Souchon (PS), ce fut un ralliement par défaut puisque la création d'une vaste « Région Massif central », dont Clermont-Ferrand aurait été la métropole, ne fut pas finalement retenue par la Présidence. Enfin, les principales résistances vinrent des départements les plus ruraux et les plus excentrés par rapport à la métropole lyonnaise, tel le président du Conseil départemental du Cantal Vincent Descoeur (LR), qui craignent de sombrer dans la marginalité. Face à ces clivages, un thème fut avancé : celui de la cohésion d'une région vaste et plurielle (« renforcer la puissance rhônalpine, dynamiser l'Auvergne ») à travers un « aménagement équilibré du territoire » dixit Jean-Jack Queyranne, alors président PS de la Région Rhône-Alpes (*cf.* maintien des services publics dans des territoires économiquement et démographiquement anémié).

La deuxième grande question réside dans le rôle de Lyon alors que, comme un symbole, l'annonce de la fusion régionale coïncidait à Clermont-Ferrand avec l'achèvement d'un nouveau Conseil régional flambant neuf et devenu depuis superfétatoire. Alors que Clermont est une ville dont l'assise métropolitaine régionale repose pour beaucoup sur ses fonctions politiques et administratives, la fusion est d'abord synonyme d'un déclassement politique ; la ville n'est plus préfecture de Région. Sur le plan identitaire et en termes de marketing urbain, il y a là une amputation non négligeable, mais aussi et surtout en termes économiques. La ville possède en effet un grand nombre de directions régionales dans lesquelles travaillent 3 500 fonctionnaires d'État : DRAAF (agriculture), DREAL (environnement, logement), DIRECCTE (entreprises), DRAC (culture), DRJSCS (jeunesse et sport), et SGAR (affaires régionales), DRFIP (finances publiques), du rectorat, de l'ADEME (maîtrise de l'énergie), l'INSEE (statistiques) et l'ARS (santé). La suppression des doublons entre Rhône-Alpes et Auvergne, au profit de Lyon, est un choc brutal puisque Clermont ne parvient à conserver que la DRAAF (agriculture) alors que même le siège de la Chambre régionale d'agriculture est transféré à Lyon. La fusion pose donc légitimement la question de l'emploi public à Clermont avec la perte de 1 200 à 1 400 emplois, souvent qualifiés et à salaires élevés.

Trois systèmes bien différenciés : un puissant sillon entre deux montagnes

L'espace de la nouvelle Région est organisé par la juxtaposition de trois grands ensembles géographiques : un puissant sillon rhodanien, en position centrale, encadré à l'ouest et à l'est par deux ensembles montagnards de grande étendue mais aux caractéristiques bien différenciés qui expliquent des trajectoires opposées. L'ARA est en effet la Région métropolitaine la plus montagneuse, après la Corse, puisque 67 % de sa superficie totale est classée en « zone de montagne » (ouest du Massif central, nord des Alpes et sud du Jura). Cette structure explique le poids de grandes thématiques spécifiques dans les stratégies développées par la Région (*cf.* opération « Prospective Montagne 2040 », agriculture de montagne, transports et aménagement du territoire, tourisme, accès aux soins et aux services, etc.).

L'axe Rhône-Saône et le carrefour lyonnais : un privilège européen exceptionnel

Le cœur géographique, économique et démographique de l'ARA est organisé par un grand couloir central d'orientation nord/sud mais assez étroit. Il correspond à une vieille zone d'effondrement tectonique remplie de matériels détritiques au contact entre massifs anciens et montagnes jeunes. Il est occupé par les vastes plaines fluviales – plus ou moins amphibies (Bresse, Dombes, Bas Dauphiné) – du Rhône, de la Saône et de leurs affluents.

Au nord, il prend la forme d'un Y avec Lyon au point de jonction. Prenant sa source dans les Vosges et drainant le sud lorrain et une partie de la Bourgogne et de la Franche-Comté, la Saône relie l'ARA à l'Île-de-France et à l'Europe rhénane et du Nord. Prenant sa source en Suisse dans le massif du Saint-Gothard, le Rhône draine tout le Valais avant de traverser le lac Léman et met la région en contact direct avec la Suisse et avec toute l'Europe alpine et au-delà même avec l'Europe centrale. Au sud enfin, le nouveau Rhône – né à Lyon de la confluence de ces deux cours d'eau – ouvre sur la Provence, le Languedoc et la Méditerranée, c'est-à-dire sur l'Italie et la péninsule Ibérique. Lyon est donc à un carrefour nord-sud et est-ouest se déclinant à différentes échelles géographiques. Par les cluses, les cols alpins et les tunnels (tunnels du Mont Blanc, de Fréjus à Modane), ils sont en contact avec la Suisse et l'Italie. Par la vallée du Gier vers Saint-Étienne puis Le Puy par la Loire et enfin par Roanne, ils communiquent avec l'Auvergne et l'axe de la Loire.

Enfin, le Rhône est le principal axe fluvial en France de production hydroélectrique : les 19 centrales au fil de l'eau – dont 14 dans la région Rhône-Alpes – ont été construites depuis 1933 et sont gérées par la Compagnie nationale du Rhône.

Sur la moitié ouest de la région : le Massif central et sa retombée orientale

À l'ouest s'étendent les hautes terres du Massif central sur six départements (Cantal, Puy-de-Dôme, Allier, Haute-Loire, Loire, Ardèche). Cette « mosaïque disloquée » est constituée de vastes plateaux cristallins et granitiques anciens et arasés d'altitude moyenne (500 à 1 000 m) dominés par d'importants appareils d'origine volcanique : plateaux de lave, ou planèzes, du Cézallier et de l'Aubrac, chaînes et massifs (Monts Dore : 1 886 m, Monts du Cantal 1 855 m, Puy de Dôme : 1 465 m). Froides et boisées, ces hautes terres (monts du Forez et de la Madeleine, monts du Beaujolais et du Lyonnais, monts du Vivarais et des Cévennes, etc.) sont découpées par de profondes vallées ou gorges (Allier, Loire, Sioule, etc.) et ponctuées de plaines intérieures (limagnes) ou de bassins d'effondrement – ou *graben* – où se réfugient populations, agriculture, villes (Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Roanne, Montluçon, Ambert, Le Puy, etc.) et industries.

Drainés vers le nord par la vallée de la Loire et ses affluents, ils forment en revanche au sud une barrière naturelle limitant les échanges. Un climat rigoureux et le cloisonnement des reliefs y rendent les communications internes lentes et difficiles et expliquent ce paradoxe : malgré sa centralité géographique dans le territoire national, le Massif central est longtemps restée enclavée et à l'écart des grands flux au profit des espaces extérieures, en particulier la vallée du Rhône.

À l'est : les hauts massifs alpins

À l'est s'étendent les hautes terres des Alpes et du sud du Jura en position frontalière avec la Suisse et l'Italie sur cinq départements (Ain, Haute Savoie, Savoie, Isère, Drôme). Ces montagnes jeunes sont sensiblement plus élevées (Mont Blanc : 4 807 m, plus haut sommet d'Europe occidentale) et sont organisées par deux systèmes complémentaires. Premièrement, les massifs centraux, en position orientale, très élevés et souvent couverts de magnifiques appareils glaciaires couvrant 400 km² (Mont-Blanc, Vanoise, Belledonne, Oisans). Deuxièmement, les massifs des pré-alpes, structures sédimentaires plus basses et bien individualisées (Chablais, Bornes, Bauges, Chartreuse, Vercors).

Contrairement au Massif central ou aux Alpes du Sud, l'atout majeur des Alpes du Nord est de disposer de hauts massifs bien enneigés (poids du tourisme hivernal et estival) et de grands axes de pénétration, constitués par de vastes vallées glaciaires (sillon alpin avec l'Arly, l'Isère moyenne et le Drac, Tarentaise et Maurienne), et de cluses accueillant de grandes villes (Annecy, Chambéry et Grenoble). Ces axes débouchent sur de hauts cols utilisés depuis l'Antiquité et jouant un rôle d'autant plus important que des tunnels routiers et ferroviaires viennent en prendre le relais. Ces hauts massifs bénéficient aujourd'hui de vastes opérations de protection et d'aménagement intégrées grâce, en particulier, à deux parcs naturels nationaux (Vanoise, précurseur créé en 1960, Écrins) et six parcs régionaux (Vercors, Pilat, Haut-Jura, Bauges, Chartreuse, monts d'Ardèche).

Une région marquée par de profondes césures socio-spatiales

Avec un PIB de 241 milliards d'euros, mulitplié par deux en un quart de siècle, l'ARA est la deuxième région économique de France derrière l'Île-de-France, largement devant la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie et fait jeu égal dans l'Union européenne avec la Catalogne. Avec un PIB par habitant de 31 060 €, elle arrive au niveau de Berlin et dépasse l'Écosse et la Vénétie. Pour autant, l'ARA est traversée par de profondes césures socio-spatiales.

Beaucoup plus densément peuplée, Rhône-Alpes polarise 63 % de la superficie, mais 83 % de la population, 85 % du PIB, 84 % des emplois et 90 % des cadres et professions intellectuelles supérieures de la nouvelle Région. Une nette fracture apparaît donc entre l'est et l'ouest, aux dépens de l'Auvergne. Celle-ci présente en effet de nombreuses faiblesses structurelles : quinze ans de croissance molle (+ 0,5 %/an, France + 1,1 %), un poids économique et un PIB par emploi, qui mesure l'efficacité économique, sensiblement plus faibles, un sensible sous-encadrement, un taux de pauvreté plus élevé (13,3 %/Rhône-Alpes : 12 %), etc.

Tableau 9.1 Une nette opposition entre les anciennes Régions Rhône-Alpes/Auvergne

	Superficie (km²)	Pop. 2015 (milliers)	Densité (hab./km²)	PIB (MRD €)	Emplois (milliers 2013)	PIB/emploi (€)	Cadres et prof. intellectuelles sup. (milliers)
ARA	69 711	7,874	113	239	3 244,9	74 018	518,1
Auvergne	26 013	1,364	52	35,1	530,1	66 696	54,3
Rhône-Alpes	43 698	6,510	149	203,8	2 714,8	75 447	463,7
% RA/ARA	62,7 %	82,7 %	NS	85,3 %	83,7 %	NS	89,5 %

Source : INSEE, 2016.

À l'opposition générale entre Auvergne et Rhône-Alpes se superposent de nombreuses césures entre villes et campagnes, et au sein des villes entre espaces intégrés et espaces fragilisés. En 25 ans, si l'emploi régional augmente de + 13 %, deux pôles captent 71 % des créations d'emplois : Lyon (38 %) et le

sillon alpin (33 %). À l'inverse, certains espaces fortement industriels sont en difficulté (Thiers, Oyonnax, Montluçon, vallée de l'Arve, Annonay).

Ainsi, le Cantal, marqué par la ruralité (seulement 36,8 % d'urbains), se caractérise par l'ampleur de la pauvreté rurale du fait de la modestie des retraites et des revenus agricoles dans cette zone de moyenne montagne relativement isolée alors que la faiblesse du chômage (Mauriac : 5,5 %, Ambert : 8,4 %) y est davantage synonyme de faiblesse du peuplement et, surtout, du départ des jeunes actifs, que de dynamisme économique et de richesse. On retrouve en Rhône-Alpes les mêmes logiques : les communes isolées hors des grands pôles urbains présentent un taux de pauvreté (15,9 %) supérieur de 3,8 points à la moyenne régionale (cantons excentrés de l'Ardèche ou de la Drôme : taux de pauvreté sup. à 20 %). En effet, dans certains espaces ruraux s'enkyste une pauvreté « masquée » selon l'expression d'Emmanuelle Bonerandi [2014], frappant certaines populations fragilisées (agriculteurs en difficulté, petits retraités, néo-ruraux aux modestes revenus, etc.). Lamastre, en Ardèche, est emblématique de ces territoires relevant du rural isolé, marqués par des formes ponctuelles de déclin économique (fermeture des abattoirs en 2007, contraction de l'emploi public) et caractéristiques de populations fragiles (taux de pauvreté de 23,1 %). À rebours, la Haute-Savoie, largement urbanisée et intégrée dans une dynamique métropolitaine transfrontalière avec Genève, possède un des taux de pauvreté les plus faibles de France (9,6 %). Mais on retrouve ces nettes césures dans de nombreuses agglomérations (Grenoble, par exemple), dont l'agglomération lyonnaise.

Les nettes césures socio-spatiales de l'agglomération lyonnaise

Lyon est l'une des métropoles les plus inégales de France du fait d'une nette opposition historique entre globalement l'ouest et l'est de la ville et de l'agglomération. Dans la ville-centre, les arrondissements les plus favorisés (VIe, IIe, IVe) s'opposent nettement aux IXe, VIIIe et VIIe arrondissements où la pauvreté affecte jusqu'à 20 % de la population. Même dans le VIe arrondissement, les 20 % d'habitants les plus riches disposent d'un revenu moyen 6,5 fois supérieur à celui des 20 % les moins aisés.

En banlieue et dans l'espace périurbain, les clivages sont tout aussi marqués, selon une stricte dichotomie est/ouest. Les territoires occidentaux sont marqués par de fortes dynamiques de gentrification (taux de pauvreté inférieur à 5 % dans certaines communes résidentielles du Nord-Ouest de Lyon). En revanche, l'Est lyonnais – plus ouvrier, populaire et immigré où se concentrent les grands ensembles d'habitat social – se caractérise par des niveaux de pauvreté très élevés (Vaulx-en-Velin, Saint-Fons et Vénissieux : supérieurs à 30 %).

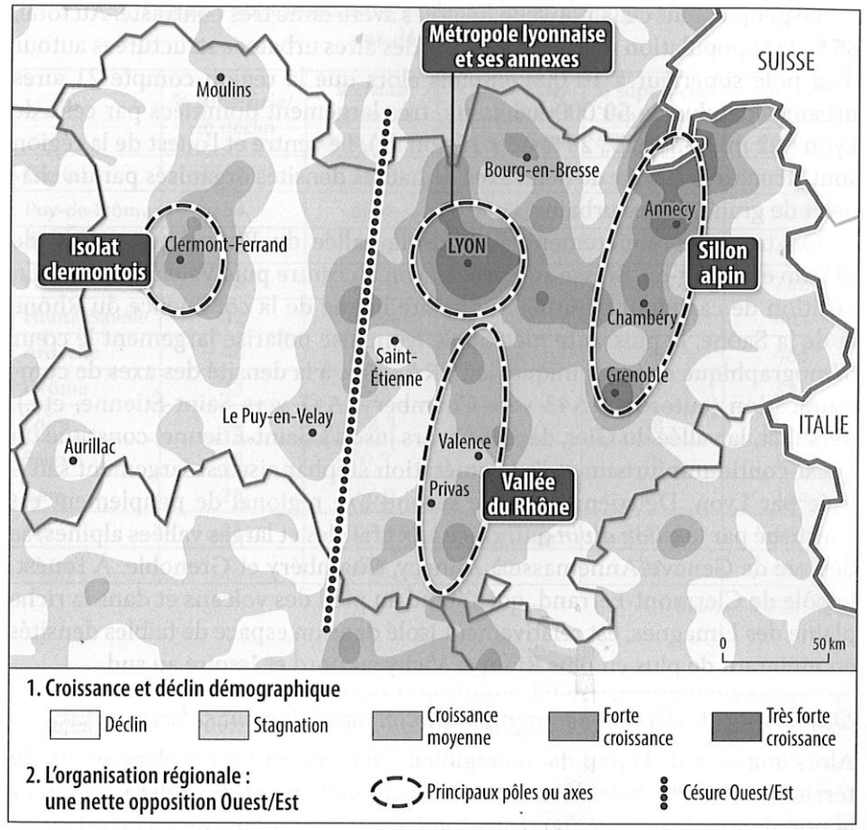

Figure 9.1 L'ARA : des systèmes régionaux contrastés

De forts contrastes multiscalaires de peuplement

France du vide et France des hautes densités

Concentrant 12 % de la population française sur 13 % du territoire, l'ARA présente une densité moyenne de 110 hab./km² qui masque de fortes différences entre territoires (Rhône : 548 hab./km², Cantal : 25,7 hab./km²). La dynamique démographique de ces dernières décennies est tout aussi duale. Sur ces 50 dernières années, à la quasi-stagnation de la population auvergnate (+ 3 %) s'oppose le fort dynamisme de Rhône-Alpes (+ 46 %), qui polarise 98 % de la croissance démographique de l'ARA Ces dix dernières années, face à un solde naturel nul, le seul moteur de la faible croissance auvergnate est le solde migratoire (+ 0,2 %/an). À l'inverse, le dynamisme démographique de Rhône-Alpes est porté à la fois par un solde naturel (+ 0,6 %/an) et un solde migratoire (+ 0,3 %/an) positifs.

Le peuplement de la nouvelle Région s'avère donc très contrasté. Au total, 85 % de la population régionale vit dans des aires urbaines structurées autour d'un pôle supérieur à 10 000 emplois alors que la région compte 21 aires urbaines de plus de 50 000 habitants, très largement dominées par celle de Lyon (2,2 millions hab., 29 % pop. régionale). Le centre et l'ouest de la région sont structurés autour de deux axes de hautes densités organisés par un chapelet de grands pôles urbains.

On trouve, premièrement, l'axe de la vallée du Rhône qui s'étend de Mâcon et Bourg-en-Bresse au nord, à Lyon au centre puis Valence au sud. En position de carrefour et située sur le site même de la confluence du Rhône et de la Saône, la puissante métropole lyonnaise polarise largement le cœur démographique et économique de l'ARA grâce à la densité des axes de communication (autoroute A43 vers Chambéry, A47 vers Saint-Étienne, etc.). Vers l'est, la vallée du Gier, depuis Givors jusqu'à Saint-Étienne, constitue un quasi-continuum urbain et l'agglomération stéphanoise est largement satellisée par Lyon. Deuxièmement, le second axe régional de peuplement est constitué par le *sillon alpin* qui, grâce aux grandes et larges vallées alpines, se déploie de Genève/Annemasse à Annecy, Chambéry et Grenoble. À l'ouest, le pôle de Clermont-Ferrand, qui s'étend au pied des volcans et dans la riche plaine des Limagnes, est relativement isolé dans un espace de faibles densités en intégrant de plus en plus Riom et Vichy au nord et Issoire au sud.

Des formes de déprise démographique territorialement sélectives

Alors que 27 % de la population régionale se concentre sur seulement 1 % du territoire, plus de 35 % de la superficie régionale polarise seulement 4 % de la population, la densité moyenne tombant alors à moins de 10 hab./km² en moyenne. Au total, 38 % du territoire régional est en déclin démographique, mais 51 % en Auvergne.

Ce sont pour l'essentiel les espaces ruraux de faibles densités des moyennes et hautes montagnes marqués par un fort isolement : Mont Ardéchoix et Vivarais, Baronnies, Diois, Massif de l'Oisans, Bugey et Vercors en Rhône-Alpes ; Monts du Cantal, Combrailles, Cezallier, Livradois et Forez en Auvergne. Ces différences de trajectoires entre espaces de moyennes et haute montagne renvoient aux dynamiques économiques. Ainsi, si la Haute-Savoie voit 90 % de sa surface classée en montagne, dont plus de 50 % en zone de « haute-montagne », l'essor du tourisme et d'une agriculture laitière labélisée y explique une croissance démographique portée par l'économie résidentielle.

Tableau 9.2 Contraintes et dynamiques démographiques par département

	% superficie/ en déclin	Densité moyenne (hab./km²)	% superficie/ densité inf. 10 hab./km²	% superficie/ densité inf. 50 hab./km²	Altitude moyenne (en m)
Cantal	57	25,7	42	91	350
Puy-de-Dôme	54	80,4	23	76	328
Allier	48	46,8	22,5	85	475
Haute-Loire	45	45,4	30	74,5	786
Haute-Savoie	42	175,4	4	36	405
Ardèche	40	57,9	26	69	485
Drôme	33	75,8	38	67	525
Loire	32	158,3	4	48	808
Savoie	28	70,3	29	76	596
Isère	23	166,2	17	43	364
Ain	21	107,5	4	44,6	641
Rhône	17	548	0	22	634

Source : INSEE, 2016.

Le Cantal est emblématique des trajectoires différenciées qui organisent les espaces de faible densité en difficulté (population 1911-2013 : – 34 %). L'aire urbaine d'Aurillac, la préfecture (65 000 hab.), demeure dynamique structurant tout le sud de l'Auvergne grâce à ses services publics (préfecture, IUT et DUT, centre de recherche de l'INRA) et son potentiel économique (agro-alimentaires : coopérative agricole Altitude, abattoirs Covial ; transports routiers, fabrication labellisée de parapluies avec Piganiol fondée en 1884 ; galvanoplastie avec Auriplast). En outre, l'axe de l'autoroute A75 Issoire/Massiac/Saint-Flour, qui a permis une ouverture économique réelle des territoires traversés, s'avère dynamique.

Ainsi, Saint-Flour (6 700 hab.) est une petite ville qui fixe plusieurs entreprises en prise avec la ruralité (entreprise Soubrier-Bresse pour le matériel de traite et d'élevage) et dispose d'une gamme de services diversifiée. En revanche, le territoire du Haut-Cantal, autrement plus isolé, est en situation de crise démographique forte : depuis 1962, le canton de la sous-préfecture de Mauriac (3 800 hab.) a perdu plus du tiers de sa population.

La consolidation des systèmes productifs régionaux

Une région industrielle innovante et apte à se réinventer

La permanence de grands foyers de production dans la deuxième région industrielle de France

L'ARA est la deuxième région industrielle de France, derrière l'Île-de-France, avec 15 % de la valeur ajoutée nationale (IDF : 20 %, Grand-Est : 10 %), 490 000 emplois (18 % pop. active) et un fort dynamisme (valeur ajoutée : augmentation de + 50 % en 25 ans) grâce à sa forte spécialisation sectorielle (chimie-pharmacie, énergie, mécanique, transports, agro-alimentaire, etc.) et fonctionnelles (innovation, production, services hauts-de-gamme). La production manufacturière s'articule autour de trois pôles principaux (Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble) et de nombreux bassins secondaires (Saint-Étienne-vallée du Gier, Montluçon-Commentry, vallée de l'Arve, etc.) dont l'origine ressortit au XIXe siècle et aux processus des 1er, 2e et 3e révolutions industrielles (charbon et industrie lourde, textile, chimie, électricité, électronique).

La métallurgie et la mécanique gardent un rôle majeur grâce à des activités de haute technologie comme Arcelor-Mittal (tôles laminées et forgées) à Châteauneuf/Rive-de-Gier, Issoire et Les Ancizes (*cf.* Constellium dans l'aluminium et Aubert-et-Duval dans la mécanique de haute précision) dans l'aéronautique. Si le textile traditionnel est sinistré à l'image de l'industrie de la chaussure de Romans, les activités spécialisées (*cf.* textile médical à Saint-Étienne avec Gibaud et Thuasne, secteur du luxe, textiles techniques) se renforcent. La chimie lourde reste puissante le long du couloir rhodanien depuis l'agglomération lyonnaise (Bayer, Rhodia, Arkema) jusqu'à Feyzin (raffinerie Total) et le sud de l'agglomération grenobloise (Pont-de-Claix) tout comme la pharmacie.

Les bassins industriels sont essentiellement polarisés par les agglomérations comme en témoignent les produits électriques et électroniques. Si Grenoble, avec STMicroelectronics et Schneider Electric – qui a lancé en 2016 son projet GreenOValley soit 120 millions d'euros investis dans la construction de deux centres de recherche – demeure une technopole de rang national et européen, des villes moyennes s'affirment comme Montluçon (Sagem/Safran), Cluses (Somfy) et Valence (Thales et Crouzet automatismes).

Les bassins de production s'organisent également autour de logiques axiales comme en témoignent les grandes vallées des Alpes du Nord qui restent de puissants axes de production hydroélectriques toujours en cours d'équipement. Ainsi, le barrage du Livet dans le cadre du projet Romanche-Gavet est le plus grand aménagement hydraulique en construction aujourd'hui en France (560 GWh/an d'ici 2019). Depuis le XIXe siècle, la vallée de la Maurienne

est marquée par l'industrie électro-métallurgique : le site de Saint-Jean-de-Maurienne (400 t. aluminium/jour), abandonné par le groupe anglo-australien Rio Tinto, a été repris par un consortium associant l'allemand Trimet et le français EDF.

Un puissant écosystème économique et humain d'innovation

Avec 19,5 % des dépôts de brevets nationaux, ARA est au 4e rang des régions européennes grâce à son potentiel de recherche et de formation (40 000 chercheurs, 10 universités, 69 sites d'enseignement supérieur et 43 grandes écoles). Des synergies nouvelles se créent à l'échelle de la nouvelle Région : en 2014, 6 laboratoires des universités de Lyon, Clermont, Chambéry, Grenoble et de l'ENS de Lyon ont fondé la Fédération de recherche en mathématiques Auvergne-Rhône-Alpes. 305 000 étudiants sont formés dans la région dont près de 15 % des ingénieurs français. L'ARA polarise 14 % des dépenses nationales en recherche (2,7 % PIB régional). La qualité de la main-d'œuvre régionale est un atout majeur avec un taux d'activité régional (76 %) supérieur à la moyenne nationale et un taux de chômage inférieur. L'histoire a démontré la capacité à innover de la bourgeoisie régionale au travers de noms illustres de grands capitaines d'industrie (Monnet, Gilliard, Berliet, Poulenc, Michelin, etc.) ou de puissants financiers (Henri Germain, fondateur du Crédit Lyonnais).

Cette propension à l'entreprise demeure : 66 000 entreprises nouvelles ont été créées dans la région en 2014. Une ville comme Grenoble est en pointe dans la mise en place d'ateliers de fabrication numérique : la Casemate, centre de culture scientifique, technique et industrielle, dispose d'un des premiers FabLab de France. Géré de façon associative, il illustre à la fois une nouvelle façon de concevoir l'entreprise et l'activité de fabrication au travers de systèmes parmi les plus innovants.

Le rôle central des grandes firmes transnationales (FTN)

L'une des caractéristiques économiques majeures de la région relève de l'importance pionnière des grandes firmes transnationales dans la structuration des systèmes productifs comme en témoignent Air Liquide, STMicroelectronics ou Michelin. Née en 1902, la société Air Liquide procède de la rencontre entre un chercheur chimiste (Georges Claude) et un financier (Paul Delorme). Coté dès 1913 à la Bourse de Paris, elle se lance à l'international dès 1906 pour être aujourd'hui le leader mondial du secteur des gaz industriels (oxygène, azote, hydrogène). Si son siège social est parisien (VIIe arrondissement), la région lyonnaise est sa base stratégique (Vénissieux, Moins, Pierre-Bénite) et alimente ses clients industriels en oxygène, azote, argon et hydrogène. Née du rapprochement en 1987 de l'entreprise française Thomson Semiconducteurs et de l'italienne SGS, la firme STMicroelectronics est spécialisée dans les composants électroniques et sa base grenobloise emploie 6 000 personnes et génère 24 000 emplois indirects.

Michelin : l'icône industrielle clermontoise

Fondée en 1899, Michelin déploie dès 1906 une stratégie ambitieuse d'internationalisation tout en restant d'une grande fidélité à la ville de Clermont. Bastion productif et décisionnel, la ville englobe en son sein les principales usines de la firme (*cf.* Cataroux sur 55 hectares, la Combaude, les Gravanches). Toutefois, la fonction productive décline depuis 1983 et les effectifs ouvriers fondent rapidement, la ville se spécialisant dans les pneus automobiles haut-de-gamme (4x4, véhicules de sport) alors que la production des pneumatiques standards est transférée dans d'autres sites français (17) ou délocalisée à l'étranger (70 sites à l'étranger dans 18 pays). Néanmoins, Michelin a conforté la place clermontoise dans ses activités péri-productives. 75 % de l'activité de recherche et développement du groupe est réalisée à Clermont, notamment sur le site de Ladoux, créée en 1965, qui porte Urbalad, un nouveau centre de recherche dont la construction doit s'achever en 2018. Un vrai changement sociologique affecte donc le personnel. D'une part, alors qu'entre 1982 et 2014, le nombre de salariés Michelin à Clermont est passé de 28 000 à 12 500, les effectifs ouvriers s'amenuisaient tandis que le nombre de cadres a fortement augmenté (4 500). Quant aux employés de bureau, ils sont au nombre de 4 000. Sur les 12 500 salariés du groupe Michelin à Clermont, près de 70 % relèvent donc des fonctions de gestion et de recherche-innovation. Comme un symbole, l'usine originelle du site des Carmes a été rasée : en lieu et place, des bâtiments rutilants portent le siège social de l'entreprise et les différentes directions opérationnelles d'un groupe planétaire mais identitairement toujours clermontois.

SPL, clusters, pôles de compétitivité : l'ancrage local de systèmes productifs performants

La région n'a pas raté, tant s'en faut, le développement des systèmes productifs fortement territorialisés. Elle est l'une des rares régions de France capables, en la matière, de tenir la comparaison avec le dynamisme des districts industriels italiens et allemands. De longue date, elle possède des spécialisations industrielles régionales qui ont su s'ajuster à la mondialisation en jouant la carte de l'innovation et de la diversification. La vallée alpestre de l'Arve s'est, depuis le début du XIXe siècle, développée selon une logique de district industriel focalisé sur la petite métallurgie et, plus spécifiquement, le travail du décolletage (automobile…). Jadis région pionnière de la proto-industrialisation (horlogerie), le territoire – qui court de Genève *via* Cluses jusqu'à Chamonix – est aujourd'hui l'un des systèmes productifs locaux (SPL) parmi les plus performants de France. L'écosystème économique repose sur 600 entreprises, implantées dans des petites villes dynamiques (Cluses, Sallanches) et ayant bénéficié de l'appui d'acteurs économiques locaux dans leur stratégie de développement (rôle du Crédit Agricole des Savoie). La région génère un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards d'euros. Ce sont pour la plupart des PME qui, en véritables FTN de

poche, exportent aujourd'hui 42 % de la production industrielle réalisée localement. Car, au-delà de l'activité initiale du décolletage, ces firmes (FA Gerbelot, Rossignol Technology, etc.) ont évolué vers l'usinage de précision et la production de pièces relevant de la connectique et de la mécatronique.

Des institutions économiques permettent de fédérer plus avant les éléments de la filière productive, à l'image du Centre technique du décolletage et du Centre technique des industries mécaniques. L'État a donc logiquement soutenu le dynamisme industriel local en octroyant aux acteurs de la vallée de l'Arve le statut de pôle de compétitivité « Arve-Industries ». À l'échelle du pôle, les acteurs locaux ont développé également leur propre label (Mont-Blanc Excellence) ainsi que des structures permettant de mutualiser des achats, de renforcer la formation et, plus largement, de mettre en synergie les logiques de ressources humaines.

Le développement des logiques de pôles de compétitivité (15 pôles labellisés) s'articule dans une réelle diversité scalaire. Aux pôles à vocation nationale (*cf.* Plastopolis à Oyonnax) s'ajoutent des pôles à vocation mondiale comme Lyon Biopôle dans l'innovation médicale : s'appuyant sur 5 firmes majeures (Sanofi Pasteur, bioMérieux, BD, Merck, Merial), il fédère 163 petites et moyennes entreprises qui travaillent en synergie avec l'ENS, l'INSERM, le CNRS et les Centres hospitaliers universitaires (CHU). Lyon Biopôle est devenu le premier centre de production de vaccins dans le monde, génère 35 000 emplois et a labellisé 183 projets de recherche. L'ouverture en 2013 du CIRI (Centre international de recherche en infectiologie) couronne l'initiative et renforce plus avant la dynamique métropolitaine et technopolitaine de Lyon.

La capacité à construire des modèles agricoles alternatifs

Malgré ses fortes contraintes naturelles, ARA dispose du 5e potentiel agro-industriel national, dont la production augmente de 20 % en un quart de siècle en jouant en particulier la carte de modèles agricoles alternatifs comme l'illustrent les transformations de la Limagne en Auvergne ou les logiques de labels des agricultures de montagne.

Intensivité et agro-industrie : l'agrosystème de la Limagne céréalière

La grande Limagne – du sud de Clermont-Ferrand jusqu'aux portes de Moulins (Allier) – constitue l'unique vrai espace de grande culture de l'ARA en associant des exploitations de taille moyennes, mais hautement technicisés, combinant céréales (maïs et blé) et cultures industrielles (jadis le tabac, aujourd'hui la pomme de terre et plus encore la betterave à sucre). Sans atteindre l'amplitude des larges *openfields* du Bassin parisien, cet espace a connu un double mouvement de concentration foncière associé à une simplification des façons culturales au profit de la grande culture végétale (*cf.* canton d'Aigueperse). L'encadrement

productif est le fait d'un tissu d'industries agro-alimentaires chapeautées par un réseau de puissantes coopératives (*cf.* sucrerie de Bourdon, propriété de Cristal Union) dont la plus importante est Limagrain (collecte, négoce, transformation avec ses marques Jacquet et Brossard, recherche agronomique comme 4e semencier du pays avec ses filiales LG Seeds et Vilmorin).

Loin d'être déconnectée de la ville, l'agriculture s'avère être pour Clermont un facteur de métropolisation à ne pas négliger. D'une part parce que l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) en a fait un de ses principaux centres de recherche en France : son site du Theix accueille 770 agents permanents, dont 340 ingénieurs/chercheurs, qui œuvrent dans les 30 unités de recherche et stations expérimentales de l'Auvergne. D'autre part parce que Clermont possède l'unique pôle de compétitivité français travaillant sur les céréales : Céréales Vallée. Né d'un rapprochement entre Limagrain et l'INRA, ce pôle de compétitivité fédère aujourd'hui 900 acteurs publics et privés impliqués dans les activités de recherche sur les céréales et leur transformation industrielle.

Les montagnes fromagères : labellisation des productions et valorisation des terroirs

Jouant les productions de qualité, l'ARA compte 76 AOC/AOP et 66 labels rouges (*cf.* AOC huile d'olive et olive noire de Nyons dans la Drôme). Cependant, les espaces montagnards sont le fief par excellence des filières à forte traçabilité, tels les systèmes productifs fromagers du Massif Central et des Alpes du Nord. La région est la première de France en termes d'AOC/AOP laitières : les 23 AOC recensées collectent 2,7 milliards de litres de lait par an. Dans les Alpes du Nord dominent plusieurs AOC (Beaufort, Reblochon, Tomme de Savoie) et dans le Massif central quatre principales AOC (Cantal, Saint-Nectaire, Salers et Bleu d'Auvergne). Ceci s'appuie sur un important capital en races bovines d'excellence (Tarine et Abondance du côté alpin, Salers côté Massif central et, partout, Montbéliarde) et sur une vieille tradition fromagère sans cesse renouvelée sur des terroirs de production aujourd'hui dûment délimité par l'INAO (Institut national de la qualité et de l'origine).

Aujourd'hui, ce qui peut apparaître pour des survivances productives est au cœur des savoir-faire labellisés dans ces nombreuses AOC. Les fruitières alpines ou la persistance des burons dans les estives d'altitude des massifs du Sancy et du Cantal en sont la démonstration. Dans le Massif central, l'élevage laitier se double d'une autre activité majeure : la production de bovins à viande. Les races Limousine, Salers et Aubrac proposent des animaux d'embouche de belle conformité, très demandés à l'exportation. Nombre d'étables, comme dans l'Aubrac, possèdent des vaches nourrices afin de produire des animaux jeunes (broutards) qui prennent le chemin de l'Italie et de l'Espagne.

Le dynamisme de l'agriculture cantalienne porté par l'élevage AOC

Sur le plan agricole, les montagnes restent souvent des campagnes vivantes, fortement marquées par l'élevage (*cf.* Cantal : 90 % de l'activité agricole, 98 % de la superficie agricole en production fourragère). Les démarches de qualité y sont pour les exploitants une opportunité incontournable. En dix ans, le nombre d'agriculteurs cantaliens intégrés dans une démarche de qualité (AOC/IGP) a été multiplié par 11. S'agissant du fromage de Cantal, l'aire d'AOC/AOP s'étend sur 600 000 ha avec 3 200 éleveurs qui assurent une collecte laitière transformée par 110 transformateurs (coopératives, industriels mais aussi producteurs fermiers indépendants). Porté par une volonté de développement agricole novateur, un agriculteur sur 10 commercialise tout ou partie de sa production à la ferme et dans 40 % des cas, le chiffre d'affaires qui en résulte représente plus de 50 % du chiffre d'affaires total de l'exploitation.

Terroir, typicité et traçabilité des productions, modèle alternatif de commercialisation... autant d'indices d'une stratégie agricole à haute valeur environnementale afin de tenter d'enrayer un fort risque de déprise agricole (emploi agricole : – 27 % en dix ans).

Montée en qualité des filières de production agricole et logiques de marques territorialisées

De part et d'autre du Rhône, des territoires à fortes dimensions identitaires ont entrepris avec succès, une politique de promotion commerciale en jouant la logique de marque. Dès 1974, les Conseils généraux des deux Savoie, associés aux chambres consulaires (Chambres de commerce et d'industrie, Chambres d'agriculture) lancent « l'Association marque collective Savoie » afin de valoriser commercialement les productions agricoles locales par le biais d'une certification mais, surtout aujourd'hui, par le choix d'une promotion collective. Depuis la marque Savoie s'est étendue, au-delà des produits agro-alimentaires, aux services, aux productions sylvicoles (*cf.* appellation « Bois qualité Savoie »). Toute entreprise souhaitant intégrer la démarche doit répondre à plusieurs principes fondamentaux : contribuer à valoriser le patrimoine savoyard, produits estampillés obligatoirement originaire des Savoies, qualité supérieure, approche économique inscrite dans les logiques de développement durable... 48 entreprises très diverses (exploitations viticoles, usine d'embouteillage d'eau de source, entreprises de salaison, etc.) s'inscrivent aujourd'hui dans la démarche Marque Savoie.

L'Auvergne, avec un certain retard, a entrepris une démarche analogue, mais dans un sens moins commercial car plus large. Née en 2011, l'association Auvergne Nouveau Monde, créée notamment sous la houlette du Conseil régional d'Auvergne, s'efforce de porter la marque éponyme. L'idée, bien au-delà de simplement promouvoir des produits, est de porter une large politique de marketing territorial pour l'ensemble de l'Auvergne. Aujourd'hui, elle regroupe

près de 700 adhérents issus de tous les milieux (privé, institutionnel, associatif), de tous les secteurs (industrie, enseignement, culture, tourisme) et de toutes les tailles, des TPE (Très petites entreprises) aux FTN (Firmes transnationales). Le modèle suivi par l'Auvergne est suisse : la marque Valais promeut le territoire de cette région helvétique, en jouant aussi bien sur une certification produit que sur l'exaltation de quatre valeurs jugées emblématiques de ce territoire (qualité, humain, mouvement, bien-être). L'Auvergne s'efforce de faire de même, en jouant notamment la carte de la promotion de la « naturalité » de la région… atout fondamental à valoriser dans une perspective touristique notamment.

Une région fortement dynamisée par l'économie présentielle

Les tourismes montagnards alpin et auvergnat

L'ARA est la deuxième région touristique du pays avec 130,5 millions de nuitées annuelles, 168 000 emplois et 8,1 % du PIB régional. Sur l'activité touristique s'est greffé un important secteur industriel tel le Grenoblois Poma (n° 1 mondial des remontées mécaniques) ou Rossignol (leader mondial du ski alpin). Au-delà du tourisme urbain et culturel, le tourisme montagnard joue un rôle majeur, notamment dans les Alpes du Nord. En vis-à-vis, le Massif central offre un paysage touristique moins univoque et davantage estival qu'hivernal. En dehors de rares stations (Superbesse sur le Sancy, Le Lioran dans le Cantal), la montagne auvergnate offre un tourisme plus diffus (chemins de grandes randonnées) valorisant le patrimoine religieux et culturel (chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, pèlerinage du Puy-en-Velay, festival de musique de La Chaise-Dieu, Festival international de théâtre de rue d'Aurillac, etc.) et le thermalisme (troisième rang en France) avec dix villes d'eau (Vichy, Royat, Chaudes-Aigues, Néris-les-Bains, La Bourboule, Le Mont-Dore) au charme souvent désuet et attachant.

Le tourisme hivernal dans les Alpes du Nord : un élément moteur de l'économie

Doté de l'un des plus grands domaines skiables au monde, le tourisme hivernal est un des moteurs de l'économie des Alpes du Nord : l'ARA accueille ainsi 74 % de la fréquentation nationale pour le ski alpin (40 millions de journées skieurs/an). Les départements de Haute-Savoie et de Savoie polarisent à eux seuls la moitié de l'activité touristique régionale et la Savoie est le département métropolitain dont l'économie dépend le plus du tourisme (15 % du PIB). La région compte 160 stations d'altitude, nées en grande partie du Plan Neige de 1960, qui génèrent 80 % des recettes nationales du secteur. Le tourisme représente 50 % du PIB de la Tarentaise, du Haut Chablais, du Giffre et du Grand Massif, 27 % du PIB de la Montagne Isère, 24 % du PIB du massif du Mont-Blanc et 15 % du PIB de la Maurienne. Dans le massif de la Vanoise, le domaine skiable des *Trois Vallées* est issu du rapprochement et de l'interconnexion de huit stations, dont Courchevel, Méribel, Val Thorens, et compte 542 km de pistes sur un domaine de 10 410 ha devant celui de Paradiski (Les Arcs, La Plagne : 402 km de pistes, 6 525 ha).

L'économie présentielle : une planche de salut pour des territoires en difficulté

Pour certains territoires, l'économie présentielle (services publics, retraités, tourisme) constitue une planche de salut face à la faiblesse de leur sphère productive comme le symbolise, par exemple, l'espace de l'Ardèche Verte (nord Ardèche).

Malgré la présente de petites villes (Annonay, Tournon, Davézieux, Saint-Agrève), ce territoire est marqué par la ruralité, un fort vieillissement (plus de 65 ans : 23 % pop.) et des crises industrielles successives (cuir, textile, mécaniques et automobiles). Depuis une quinzaine d'années, l'économie locale est d'abord portée par le dynamisme des activités présentielles qui représentent 56 % de l'emploi. À lui seul, le secteur public offre 23 % des emplois, dont l'éducation (8 %) et la santé et l'action sociale (15 %) avec l'hôpital d'Annonay qui est le premier employeur du territoire. Le tourisme, en fort développement, occupe une place importante, tout comme les résidences secondaires (11 % du parc logement). Enfin, l'accent est mis par les collectivités sur le développement de « l'économie sociale et solidaire » qui, avec 400 entreprises dont plus de 300 associations, représente 14 % des emplois, notamment dans les secteurs de la banque (Mutualité française Ardèche Drôme), du tourisme, des services à la personne (associations d'aide à domicile). Dans le domaine agricole, plus au sud dans le département, dans la petite commune de Saint-Pierreville (540 hab), Ardelaine est devenue un modèle de réussite : depuis 1982, cette coopérative collecte de la laine issue d'élevages locaux, confectionne tissus et vêtements, dispose de ses réseaux de clients et porte un projet de développement territorial local (musée de la laine, restaurant, café-librairie). Dans cette France du vide, Ardelaine emploie 47 salariés et génère 2 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Dynamique de protection et valorisation des « paysages ressources »

Les espaces de protection couvrent 30 % du territoire régional, grâce à la présence de deux Parcs nationaux (Vanoise, Écrins) et de neuf Parcs naturels régionaux (Baronnies provençales, Chartreuse, Haut-Jura, Livradois-Forez, Massif des Bauges, Monts d'Ardèche, Pilta, Vercors, Volcans d'Auvergne). Et quatre créations sont portées par la nouvelle Région (Belledonne, Dombes, Aubrac, Sources et Gorges de l'Allier). C'est dire que la volonté de coupler protection environnementale et valorisation économique est une donnée historiquement structurante dans de nombreux territoires, notamment dans les espaces montagneux.

Cependant, des tensions demeurent en certains endroits : le Parc de la Vanoise, créé en 1963, ne possède qu'une aire d'adhésion limitée autour de son cœur puisque 27 communes sur 29 y ont rejeté l'adoption de sa Charte en septembre 2015 afin, en particulier, d'y développer de nouveaux domaines skiables en contradiction avec l'esprit initial de protection. Mais, dans la plupart des cas, la greffe territoriale des espaces de protection a bien pris.

Associer protection et développement économique : le cas du PNR du Vercors

Le PNR du Vercors s'étend sur 76 communes, entre Drôme et Isère. Créé en 1970, il vise à protéger le patrimoine environnemental d'une partie des Préalpes calcaires tout en structurant une activité économique associant agro-pastoralisme, tourisme et proximité résidentielle grenobloise. Peuplé de 46 000 habitants, articulé autour de seulement 5 communes urbaines, sa densité n'atteint pas 25 hab./km^2. La charte du parc contribue au développement d'un tourisme familial et de proximité, aussi bien estival (34 boucles de randonnée) qu'hivernal (20 domaines skiables pour le ski de fond) polarisé autour de petites stations (Villard-de-Lans, La Chapelle-en-Vercors, Clelles, Lus-la-Croix-Haute). À l'intérieur du Parc, 16 % de l'emploi relève directement du tourisme.

L'agriculture est fortement intégrée aux dynamiques de protection comme garante de la gestion d'une partie des paysages alors que l'activité touristique offre aux agricultures des possibilités de poly-activité et de poly-fonctionnalité (vente à la ferme, gîtes, fermes auberges) et donc des revenus de complément. Les agriculteurs, marqués par un rajeunissement non négligeable, sont d'abord des éleveurs (93 % superficie agricole en herbe) de bovins (lait, viande, mixte). Le PNR, dans une perspective de développement agricole durable, soutient les filières de qualité (AOC fromagère AOC Bleu de Sassenages) et promeut la défense de races animales locales (vache Villarde, poule grise du Vercors).

Protection des écosystèmes, labellisation des territoires, promotion des spécificités biogéographiques des espaces deviennent des arguments touristiques majeurs. Les étangs de la Dombes tendent à sacrifier la vieille pratique de l'assec (vidange des étangs) et de l'évolage (mise en culture temporaire) au profit de la défense des zones humides et de leur faune endémique (Parc des Oiseaux de Villars-les-Dombes). L'Auvergne a multiplié les investissements (Parc Vulcania, train à crémaillère sur les flancs du Puy-de-Dôme) pour promouvoir touristiquement son capital vulcanologique. Mais les élites locales attendent toujours l'inscription de la Chaîne des Puys parmi les sites inscrits au Patrimoine mondial naturel de l'UNESCO.

Des recompositions territoriales sélectives : centres et périphéries

Les dynamiques démographiques, économiques et urbaines régionales témoignent de processus de recompositions territoriales très sélectifs qui s'organisent selon un rapport centres/périphéries d'une grande vigueur. Les hiérarchies territoriales sont particulièrement vives concernant l'organisation des réseaux de transport, les questions d'accessibilité et la structure du réseau urbain largement dominé par quelques grandes aires urbaines.

Un treillage logistique fort inégalitaire entre centres et marges

La création de la nouvelle Région pose en des termes nouveaux la question de l'organisation des réseaux de transports inter-régionaux, et dans une moindre mesure nationaux et internationaux, puisqu'elle intègre des systèmes logistiques auvergnat et rhônalpin jusqu'ici plus juxtaposés que réellement articulés. L'Auvergne est en effet largement tournée vers Paris comme en témoigne l'axe autoroutier et ferroviaire Paris/Clermont-Ferrand et entretient peu de rapports avec Rhône-Alpes. Ainsi, la connexion autoroutière Clermont-Ferrand/Lyon reste inachevée, l'arrimage de l'A89 à l'A6 n'étant pas réalisé. Dans ces conditions, le projet de la ligne ferroviaire à grande vitesse POCL (Paris/Orléans/Clermont/Lyon) est jugée par ses opposants ruineux, inutile et écologiquement contestable et apparaît du fait de son coût (13 milliards d'euros) pour beaucoup d'observateurs comme une chimère.

La persistance de la question de l'enclavement en Auvergne

De façon très symbolique, les liaisons ferroviaires Clermont-Ferrand/Paris, largement sacrifiées (plus de 2 heures pour relier les deux villes), sont orientées non pas sur la gare de Lyon mais sur la gare de Bercy, autrement plus modeste. Car l'Auvergne reste confrontée à une problématique ferroviaire majeure : un réseau disparate et surtout vieillissant : 62 % des voies ferrées sont des lignes à faible trafic, souvent vétustes et parfois promises à la fermeture (*cf.* connexion Saint-Étienne/Le Puy-en-Velay en 2018 : 2 h 25 pour 77 km). Face au désengagement de la SNCF des réseaux secondaires, la Région, qui a en charge les trains régionaux, fait face à des défis politiques et financiers majeurs.

De même, si le réseau autoroutier s'est fortement étoffé ces dernières décennies avec la construction d'un axe nord/sud (A75 Paris/Clermont/Montpellier) et ouest/est (A89/A72 Bordeaux/Limoges/Clermont/Saint-Étienne/Lyon) en faisant de Clermont un nœud régional de premier plan, la circulation sur les axes secondaires et l'intégration des marges des moyennes montagnes demeurent encore bien problématiques. La thématique de l'enclavement demeure une question centrale dans le Nord-Cantal, le Cézallier, les

Combrailles et la montagne bourbonnaise, le temps d'accès aux services de proximité et intermédiaires y étant deux fois plus long que dans la moyenne des campagnes françaises.

Un puissant axe rhodanien multimodal, ramifié et d'envergure européenne

À l'opposé, le couloir rhodanien constitue un axe multimodal d'échelle nationale et européenne à la fois terrestre (autoroutes), ferroviaire (Lignes TGV) et fluvial. Alors que Lyon est un carrefour logistique de premier plan, les connexions entre le sillon rhodanien et le massif alpin sont excellentes : trois autoroutes (A40, A43 et A48) y constituent des pénétrantes majeures vers la Suisse et l'Italie alors que l'A41 organise le sillon alpin en reliant Grenoble, *via* Chambéry et Annecy, à Annemasse et Genève. La canalisation du Rhône au gabarit européen (4 400 tonnes) constitue une réussite dans le transport fluvial (pondéreux, hydrocarbures et surtout conteneurs). Invisible mais stratégique, le pipeline PLSE (pipeline sud-européen) débute au niveau des terminaux pétroliers du Grand Port maritime de Fos-Marseille, irrigue l'agglomération lyonnaise puis oblique vers la France de l'Est et l'Allemagne (rôle militaire pour alimenter les armées de l'OTAN en carburant).

Mais l'axe rhodanien n'est pas qu'un espace de transit, tant s'en faut. Densément peuplé, linéairement organisé autour de villes-ponts (Vienne, Valence, Montélimar), il possède un potentiel économique stimulé par différentes générations d'industrie comme la pétrochimie et, plus récemment, une puissante filière électronucléaire (centrales du Bugey dans l'Ain, de Cruas en Drôme, centre du Tricastin : centrale et usine d'enrichissement d'uranium Areva Georges Besse II). L'agriculture y est prospère et efficace, couronnée, par exemple, par les prestigieux terroirs viticoles des Côte-Rôtie, de Condrieu et Crozes-Hermitage.

Le nœud lyonnais : un carrefour logistique incontournable

Historique étoile routière (voies romaines, routes royales et impériales), Lyon est plus que jamais à la jointure d'un faisceau de voies logistiques venues de différents axes (Massif central, Bassin parisien, Porte d'Alsace) qui se rejoignent dans l'artère rhodanienne. Face aux 100 000 véhicules qui traversent l'agglomération tous les jours, dont près de 10 % de poids lourds, une succession d'axes de contournement (autoroutes, TGV) ont été mis en place à l'est, aux terrains plats plus favorables et moins chers qu'à l'ouest montagneux, et accueillent de puissantes plateformes multimodales. La gare de triage de Lyon-Sibelin est la deuxième de France en termes de trafic, le port fluvial Lyon-Edouard-Herriot réalise 5,4 millions de tonnes de fret par an. Au cœur du centre lyonnais, la gare de la Part-Dieu, inaugurée en 1983, est la première gare de province (26 millions passagers/an) alors que la future (ouverture en 2028 ?) liaison ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin renforcera la centralité ferroviaire lyonnaise.

Lyon Saint-Exupéry : le deuxième aéroport de province

Avec 8,5 millions de passagers par an, Lyon dispose du second aéroport de province après Nice-Côte d'Azur, grâce à ces liaisons *low-cost* (24 % trafic), ses 115 liaisons internationales (Europe, Méditerranée, monde américain, golfe Persique avec Dubaï et Chine) et l'ouverture d'un 3e terminal en 2016 qui lui permettent de miser sur 20 millions de passagers en 2030. Localement, l'effet est économiquement indéniable : 2,5 milliards d'euros de retombées économiques, 1 200 entreprises situées à moins de 15 minutes des pistes, 5 000 emplois directs et 40 000 emplois totaux dépendraient directement de l'aéroport. Parallèlement, Saint-Exupéry (*via* la plateforme Cargo Port) développe son offre fret (167 000 tonnes) et Lyon-Bron se spécialise sur l'aviation d'affaire (3e aéroport français en la matière). Disposant d'une gare TGV souterraine, la connexion à la ville se fait *via* le système tram-train Rhônexpress et l'autoroute. Dans son ambition métropolitaine, Lyon peut donc s'appuyer sur un système logistique efficace et largement supérieur à celui des autres villes de la région : le deuxième aéroport régional, Clermont-Ferrand, ne traite que 425 000 passagers par an, soit 20 fois moins.

Une région aux dynamiques territoriales divergentes au risque de la marginalité

Une attractivité économique et démographique contrastée

L'ARA vient, derrière l'Île-de-France et la Région Nord-Est, au troisième rang pour les investissements étrangers (IDE), essentiellement grâce à Rhône-Alpes. Dans le seul secteur industriel, 28 % de l'emploi rhônalpin relève de groupes étrangers, tant dans l'industrie mécanique (Volvo, Caterpillar, Iveco) que dans les filières de haute technologie (Hewlett-Packard, ST Microelectronics). Pour les investisseurs, la qualité de la main-d'œuvre, l'efficience de la recherche et la longue tradition industrielle sont des facteurs attractifs. Ainsi, la permanence de l'industrie automobile à Lyon depuis la Belle Époque (usine Berliet à Vénissieux), aujourd'hui raffermie par la création du pôle Lyon Urban Trucks and Bus, a incité le Canadien Westport Innovations, spécialisé dans les solutions de transport avec gaz et carburants à faible émission de CO_2, à installer son siège Europe à Lyon.

Par ailleurs, l'excellente desserte logistique de la région est aussi un facteur d'attractivité majeur. Depuis 2010, 300 personnes travaillent à Montélimar pour le géant américain Amazon sur une plateforme de 36 000 m².

Rhodanienne plutôt qu'auvergnate, urbaine plus que rurale, l'inégale attractivité économique de la région se lit aussi sur le plan démographique. La population régionale progresse de + 0,9 % par an du fait à la fois de l'excédent naturel (3e rang régional avec + 0,6 %) et du solde migratoire (6e région la plus attractive de France avec + 0,3 %). Dans le détail, les campagnes connaissent souvent un regain démographique grâce à l'installation de néo-ruraux. Toutefois, pour

certaines d'entre elles (montagnes du Massif central, Ardèche), le déficit naturel n'est pas compensé par le solde migratoire, d'autant que celui-ci est parfois le fait de retraités qui renforcent le vieillissement de ces territoires. De plus, de nouvelles hiérarchies démographiques apparaissent. Le département de la Loire, marqué par une crise industrielle durable, a été dépassé par la Haute-Savoie qui est devenue le deuxième pôle de la croissance démographique rhônalpine derrière Lyon en profitant notamment du dynamisme transfrontalier lié au pôle genevois.

Par-dessus tout, l'attractivité migratoire favorise prioritairement les villes… et d'abord l'agglomération lyonnaise. Lyon polarise 25 % des apports migratoires régionaux et renforce plus avant le poids démographique du Rhône (4e département le plus peuplé de France). En Auvergne, le constat est identique : l'attractivité profite pour l'essentiel aux agglomérations et communes suburbaines qui se situent entre quinze et trente minutes en voiture des centres-villes de Clermont-Ferrand, Issoire, Aurillac, Le Puy-en-Velay, Moulins, Montluçon ou Vichy. Alors qu'elles ne représentent que 30 % de la population, elles bénéficient de 50 % du solde migratoire auvergnat.

La résilience urbaine des villes en décroissance : Saint-Étienne et Montluçon

Certaines villes sont marquées par des difficultés économiques et sociales majeures qu'illustrent les évolutions démographiques négatives de Saint-Étienne (371 000 hab.) ou Montluçon (57 500 hab.). Ces villes en décroissance, ou *shrinking cities*, apparaissent comme des territoires marqués par des formes de déclin économique, voire de crise, difficile à dépasser. L'adoption de politiques urbaines anti-décroissance et de régénération urbaine est donc capitale pour enclencher un processus de résilience.

Ces deux villes du pourtour du Massif central ont toutes deux été marquées par la crise des charbonnages et de l'industrie lourde. Les bassins de Saint-Étienne et de Montluçon/Commentry/Saint-Eloy-les-Mines ont dû gérer la fermeture des mines (1973 à Saint-Étienne, 1978 à Saint-Eloy) et d'entreprises majeures ayant forgé jusqu'à l'identité de la ville (Manufrance à Saint-Étienne en 1985). Le potentiel productif y dépend de centres de décision extérieurs. À Montluçon, l'emploi repose d'abord sur Safran-Sagem (1 300 sal., électronique-armements), Amis (équipementier automobile, 590 sal.) et GoodYear-Dunlop (pneumatiques, 680 sal.), au risque des aléas des commandes publiques (Sagem) ou des choix stratégiques entrepreneuriaux (Dunlop, Amis).

La capacité de rebond d'une grande ville est cependant autrement plus forte que celle d'une ville moyenne. Autant Montluçon a connu un déclin démographique constant et continu depuis le milieu des années 1970, autant celui de Saint-Étienne a fortement ralenti dans les années 1990 pour redevenir légèrement positif aujourd'hui. Montluçon reste aujourd'hui une ville marquée par

l'exode de ses jeunes, une tendance marquée au vieillissement et des indicateurs sociaux dégradés : fort taux de chômage (12,3 %), faible taux d'activité (69,7 %) et un taux de pauvreté conséquent (20,4 %). Avec beaucoup de peine, Montluçon s'efforce de modifier l'image de marque de la ville. Un petit pôle d'enseignement supérieur (IUT, CPGE) tente de maintenir sur place une partie de la jeunesse. Le parc économique de la Loue cherche à fixer des entreprises nouvelles et diversifiées. Mais la ville paie un certain isolement : à 3 h 15 de Paris par le rail, elle n'est pas directement desservie par l'A75. Et son statut de commune la plus peuplée de l'Allier ne lui a pas permis d'obtenir le rang de préfecture.

Saint-Étienne : un certain renouveau porté par des stratégies volontaristes

Saint-Étienne a su rebondir en menant une politique urbaine ambitieuse *via* le développement des transports en commun (tramway) et la requalification fonctionnelle de certains quartiers jadis industriels. Ainsi, l'ancien site de Manufrance est devenu un pôle de services avec un Centre des congrès, le siège de la Chambre de Commerce locale et deux écoles supérieures (École des Mines et École supérieure de commerce EM Lyon). La ville a surtout cherché à diversifier sa base économique en devenant un pôle de référence dans l'optique et le design ou en transformant le Puits Couriot en « Musée de la mine et la cité ». Depuis 2010, elle a intégré le réseau mondial des villes créatives de l'UNESCO et une Cité du Design – ayant repris les bâtiments de l'ancienne Manufacture Royale d'Armes – porte en son sein une École supérieure d'Art et de Design. C'est en ses murs que la ville organise la Biennale internationale du Design.

La cité stéphanoise peut également compter sur la permanence de points forts économiques comme le Groupe Casino (grande distribution), dont le siège social demeure dans le quartier d'affaires de Châteaucreux, et sur la proximité lyonnaise.

Aux marges spatiales de la région : deux arcs entre opportunité et périphéricité

L'axe rhodanien est encadré par deux arcs montagneux : l'un centralien, l'autre alpin. Au premier, le risque de périphéricité, au second un réel potentiel d'opportunité.

Du côté du Massif central, la faiblesse du peuplement l'emporte. C'est le domaine des communes dites peu denses ou très peu denses qui couvrent 90 % de la superficie pour 38 % seulement de la population. Ces territoires sont le domaine d'un certain isolement, lequel concerne 3 % de la population régionale pour 30 % de la superficie totale de l'Auvergne-Rhône-Alpes. Les Monts du Cantal, le Forez, les massifs puydômois (Cezallier, Combrailles) tout comme les Monts ardéchois et le Vivarais sont au cœur de cette problématique. Pour

l'ensemble de ces territoires, les projections sont problématiques. Dans le département du Cantal, les démographes espèrent, au mieux, une stagnation de la population, avec une érosion démographique forte dans les zones déjà excentrées (pays du Haut Cantal-Dordogne : – 6 % d'ici 2040). De plus, la problématique du vieillissement devient urgente, posant la question de la prise en charge sociale de populations de plus en plus âgées. Le Cantal pourrait, d'ici à 2030, voir sa population dépendante augmenter de 25 %.

À l'échelle de la région, le risque de décrochage vers la marginalité de ces territoires est grand. D'autant qu'une série de lois (LOLF, RGPP, MAP) ont, depuis 2008, pour objectif de réduire considérablement la charge financière que représentent les services publics en taillant dans les infrastructures jugées trop coûteuses eu égard à la densité de population desservie. Face au possible retrait de l'État, la collectivité régionale se retrouve au premier plan.

La mobilisation de la Région : promouvoir de nouveaux liens de solidarité

Les stratégies définies par la Région ARA tentent de prendre en considération le risque de décrochage des marges. La toute nouvelle présidence de la Région a adopté au printemps 2016 un « Pacte régional » tout particulièrement dévolu aux territoires auvergnats en situation de périphéricité. Le Cantal récupère ainsi 128 millions d'euros entre 2016 et 2021 pour améliorer ses liaisons routières et pour soutenir des projets de développement. L'orientation des fonds européens pour la zone Auvergne sur la période 2014-2020 (1,5 milliard d'euros) semblent suivre un objectif analogue. Le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen de développement régional (FEDER) et l'Initiative pour l'emploi des Jeunes (IEJ) sont mobilisés dans deux directions : soutenir financièrement la compétitivité des entreprises et renforcer la formation des jeunes. Car dans l'ARA, où les filières métropolitaines de l'excellence scolaire abondent, les campagnes isolées souffrent d'un niveau de formation des jeunes à la traîne : dans le Cantal, seulement 31 % des actifs âgés de 15 à 35 ans sont titulaires d'un diplôme d'études supérieures contre 38 % dans les métropoles.

Du côté alpin, la situation est bien différente. Certes, une partie de la Drôme et du sud-Isère (Diois, Vercors) connaissent une situation analogue à celle du Massif central. Toutefois, l'essentiel des Alpes du Nord relève d'une situation tout autre : loin d'être en situation de marge, cette région est une périphérie doublement intégrée d'une part à la centralité rhodanienne, d'autre part à une dynamique transfrontalière. La mondialisation de l'industrie touristique, la qualité de la desserte logistique, la capacité productive des SPL, l'efficience agricole et, surtout, la qualité du système urbain alpin font de ces territoires des systèmes économiques fortement autonomes. En Tarentaise par exemple, la faiblesse des densités (30 hab./km^2) n'est pas synonyme de déclin, ni démographique (+ 0,7 % an), ni économique (taux de chômage : 4,3 %).

La mondialisation du ski s'y est progressivement faite, grâce à la forte mobilisation des élites locales et à des opérations de relations publiques réussies (JO d'Albertville en 1992). Pour certaines communes, le ski est devenu une mine d'or : 85 % de la vie économique relève d'activités présentielles, à l'image de la commune de Saint-Martin-de-Belleville qui compte deux stations (Les Ménuires et Val Thorens). Le tourisme justifie le maintien de services performants, tant privés que publics (hôpital de Moûtiers) d'autant que l'industrie n'a pas disparue tant s'en faut (*cf.* Carbone Savoie, équipements électriques, à La Léchère, 1 850 hab.).

Lyon : une ambition métropolitaine dans un réseau urbain régional polycentrique

« Only Lyon » : la métropole de la « France autonome »

Commune de 500 700 habitants organisant une aire urbaine de 2,2 millions d'habitants, Lyon est la deuxième métropole de France après Paris. Son dynamisme et l'attractivité de son marché du travail expliquent que le nombre des communes intégrées à son aire urbaine est passé de 296 à 513 en dix ans. Désormais contiguë, l'aire urbaine de Saint-Étienne (515 000 hab.) est largement insérée dans la dynamique lyonnaise, comme le prouve l'ampleur des migrations pendulaires quotidiennes vers la capitale des Gaules.

Cultivant son autonomie par rapport à Paris, Lyon multiplie les stratégies métropolitaines qui font d'elle une ville de dimension européenne. L'accueil historique de plusieurs services internationaux (Interpol, en 1985) y a contribué. Sa vocation industrielle lui confère une assise productive multisectorielle – à l'image de trois grands noms d'entreprises symbolisant trois strates d'industrialisation : Renault Trucks (constructions mécaniques), Arkema (chimie lourde), Sanofi Pasteur (chimie fine, pharmacie) – et multifonctionnelles (sièges sociaux, recherche, production, services périproductifs comme l'audit, le conseil, la finance, les services informatiques…).

Jeune (144 000 étudiants), la ville se veut technopôle, autour de quelques quartiers devenus des pôles de services supérieurs (Confluences, Vaise, La Part-Dieu, Gerland) qui génèrent de nouvelles centralités dans la trame urbaine lyonnaise. Gerland – jadis populaire et dévolu à l'approvisionnement alimentaire de la ville (marché aux bestiaux, abattoirs) – est aujourd'hui un quartier stratégique dans la volonté d'affirmation lyonnaise. L'implantation de centres privés de recherche (Sanofi Pasteur, Mérial) et publics (Université Lyon I, ENS de Lyon, CNRS, Agrapôle de l'INRA) en fait un des grands lieux incubateurs de l'innovation en France. Desservi par le métro et le tramway, muni d'équipements culturels prestigieux (Halle de spectacle Tony Garnier), ce quartier est devenu hautement attractif et se gentrifie (réhabilitation/rénovation

Communauté d'agglomération (Grenoble Alpes Métropole) sur 49 communes jusqu'à Voreppe. Plusieurs points forts lui permettent d'éviter, malgré la proximité, d'être digérée par Lyon. Son économie repose sur des strates industrielles évolutives à l'exemple de l'historique firme de l'électricité Merlin Gerlin qui a su se muer en Schneider Electric Industries. La ville, qui a vu naître l'hydroélectricité à la fin du XIXe siècle, est devenue une cité créative dont les moteurs relèvent aussi bien de l'initiative privée et locale (*cf.* technopôle pionnier de la ZIRST, aujourd'hui Innovallées) que de la présence d'infrastructures publiques (3 universités, CEA, CNRS) qui ont renforcé le potentiel d'innovation.

La ville a su fixer des investissements étrangers, nombreux notamment dans la haute technologie. Au-delà de Grenoble, le département de l'Isère compte 470 firmes étrangères de plus de 30 pays qui emploient 41 000 salariés. Alors que son solde migratoire est négatif pour les adultes et les seniors, cette ville jeune (moins de 35 ans : 50 % pop.) attire massivement étudiants et jeunes actifs. C'est à cette aune que le magazine américain *Forbes* a classé Grenoble au 5e rang mondial parmi les villes les plus innovantes. Au final, Grenoble développe 25 000 emplois dans l'électronique et la micro-nanoélectronique et 15 000 emplois dans l'informatique et le logiciel : un quart de ses actifs sont des cadres ou relèvent d'activités professionnelles supérieures. Mais la ville n'est pas à l'abri des coupes sombres dans les effectifs (usine Crolles II de STMicroelectronics en sursis) : entre 2010 et 2014, le chômage a augmenté de 20 % dans la zone d'emplois grenobloise. Son environnement montagneux (Vercors, Chartreuse, Belledonne) lui offre une réserve paysagère majeure et un potentiel touristique indéniable (*cf.* Jeux olympiques de 1968). Nichée entre la cluse de Voreppe et le Sillon Alpin, sa situation en cuvette en fait une ville très polluée, où la canalisation des axes de transport la conduit souvent à la saturation. Dans l'agglomération, les fractures fonctionnelles et sociales sont fortes. Aux communes de la *high-tech* et de la recherche (Saint-Martin-d'Hères, Meylan) s'opposent les communes plus industrielles et populaires (constructions mécaniques à Échirolles avec Caterpillar, chimie lourde à Pont-de-Claix avec Arkema), avec des différentiels de revenus nets considérables (revenu annuel médian de Corenc 2,1 fois supérieur à celui d'Échirolles).

Annecy et Chambéry. Savoie et Haute-Savoie sont marquées par un réseau urbain équilibré, avec une dynamique forte de transfrontaliarité sur la frontière suisse. D'un poids sensiblement équivalent, les grosses agglomérations d'Annecy (159 000 hab., aire urbaine : 225 000 hab.) et de Chambéry (181 500 hab., aire urbaine : 220 000 hab.) présentent un profil de métropoles régionales : une forte autonomie de services (hospitaliers, scolaires, universitaires), une dynamique industrielle maintenue (agro-alimentaire : Entremont à Annecy, café Folliet à Chambéry ; industries mécaniques et du bâtiment : Opinel et Placoplatre à Chambéry), des filières innovantes (Alcatel et Dassault à Annecy) et une vocation touristique majeure.

Annemasse/Genève. Le lien avec la Suisse concerne largement la Haute-Savoie (Annemasse) et l'Ain puisque les aires urbaines d'Annemasse et de Ferney-Voltaire sont jointives géographiquement et intégrées économiquement à la métropole suisse de Genève. Ainsi, plus d'un tiers des actifs de l'agglomération genevoise sont des frontaliers français : 90 000 navetteurs – le plus souvent à haut niveau de formation puisque 48 % sont des diplômés du supérieur – traversent quotidiennement la frontière. Un continuum urbain relie Annemasse à Genève : sa population atteint 166 000 habitants, elle croît de façon très rapide (+ 2,6 % par an). Les trois quarts des Français travaillant en Suisse y résident. Malgré une activité économique à ne pas négliger (Bayer et Delpharm dans la pharmacie), ce territoire urbain est strictement orienté vers la Suisse.

Clermont-Ferrand : entre macrocéphalie auvergnate et illusion métropolitaine ?

Dans ses ambitions métropolitaines, Clermont-Ferrand ne manque pas d'atouts : une firme transnationale, Michelin, puissante, riche et ambitieuse dont le siège social demeure *in situ* ; une dimension agricole structurante tant sur le plan productif que péri-productif (recherche agronomique) et pilotée par une association public/privé entre l'INRA et Limagrain ; une place structurante dans le réseau urbain auvergnat. Plus de 8 % de l'emploi y relève de cadres des fonctions métropolitaines (CFM). L'agglomération est le siège de 3 pôles de compétitivité et de 8 *clusters* évoluant sur des métiers divers (plasturgie, filière bois, santé-pharmacie).

Pôle métropolitain unique en Auvergne, Clermont-Ferrand structure une aire urbaine de 473 000 habitants (34,5 % pop. auvergnate) qui progresse modérément (+ 0,5 %/an). La domination clermontoise est directe sur les agglomérations alentours : Riom, Vichy, Thiers, Issoire dans un rayon de 30 à 80 km. Sur ce territoire, les autorités politiques ont construit en 2013 le « pôle métropolitain Clermont-Vichy-Auvergne » en fédérant les différentes communautés d'agglomération. Au-delà, la polarisation régionale de Clermont est évidente pour Montluçon et Moulins, alors qu'Aurillac hésite entre les zones d'influence de Clermont et de Toulouse.

Clermont peut compter sur des fonctions métropolitaines évidentes : concentration de centres décisionnels politiques et administratifs (Banque de France à Chamalières), fonctions scolaires et universitaires (38 000 étudiants dans les universités Blaise Pascal et d'Auvergne), présence de 6 écoles supérieures spécialisées (VetAgro Sup et l'Institut français de mécanique avancée), de l'École nationale des finances publiques ainsi que du campus des Cézeaux. Clermont dispose également d'un rayonnement médiatique dans la presse écrite qui l'autonomise par rapport au *Progrès* de Lyon. Centre Presse siège dans la capitale auvergnate : propriétaire de 8 titres de presse régionale, le

groupe édite le quotidien *La Montagne* qui tire à environ 180 000 exemplaires. La construction d'une ligne de tramway desservant une partie de l'agglomération, la transformation de la gare en centre multimodal, l'inauguration d'un centre commercial et résidentiel central dans l'hypercentre clermontois (Carré Jaude II) sont autant de témoignages de la volonté métropolitaine de Clermont. Mais il n'en demeure pas moins que des lacunes demeurent, voire apparaissent plus avant.

Outre le transfert de la préfecture régionale à Lyon, Clermont doit composer avec une image de marque peu porteuse (*cf.* cliché de la ville-usine noire) malgré un patrimoine majeur (Basilique Notre-Dame du Port, classée à l'UNESCO, proximité de la Chaîne des Puys), l'échec de son *hub* régional aéroportuaire d'Aulnat, une agglomération fortement segmentée entre un Ouest riche (Chamalières, Durtol) et le reste du tissu urbain plus populaire, notamment au niveau des quartiers de grands ensembles (quartiers Nord, Croix de Neyrat). Finalement, pour Clermont, la réorganisation régionale constitue un défi : celui d'éviter d'être aspirée dans l'aire d'attraction lyonnaise, ou de devenir une marge reculée dans le nouvel ensemble régional. À cet égard, la création, en 2015, d'un « Pôle Métropolitain » réunissant la Métropole de Lyon, Saint-Étienne Métropole, VienAgglo (communauté d'agglomération de Vienne) et la CAPI (Communauté d'agglomération de la Porte de l'Isère) – qui regroupe 1 million d'emplois et le quart de la population de l'ARA – ne laisse pas d'interroger.

En conclusion, la région Auvergne-Rhône-Alpes apparaît, indubitablement, comme une *région-pari*, surtout pour l'Auvergne. Elle repose sur le principe d'un ancrage auvergnat à un dynamisme rhônalpin largement préexistant. L'objectif est d'atteindre une dynamisation de l'ensemble par un effet de masse. Conséquemment, elle est aussi une *région-risque*. Parvenir à une vraie cohésion territoriale ne va pas de soi et la possibilité d'une divergence aggravée entre les territoires n'est pas à exclure. Il en résulterait une périphéricité accrue de certaines zones, notamment de l'Auvergne la plus excentrée, au risque de devenir, selon les dires mêmes du président du pôle métropolitain Claude Malhuret Clermont-Vichy-Auvergne le « Far-West de la nouvelle région ». Subséquemment, Auvergne-Rhône-Alpes est doublement une *Région enjeu*. Le premier enjeu réside dans la nécessité de générer une cohésion régionale qui passe, entre autre, par la création progressive d'une identité fédératrice entre des populations et des territoires clivés. Le second relève de la capacité de la Région à s'affirmer plus avant dans le cadre d'une mise en compétition accrue des territoires à l'échelle nationale, voire mondiale, mais d'abord européen.

Chapitre 10

Nouvelle-Aquitaine

Superficie (km²) : 84 060	PIB 2015 (milliards €) : 157,6
Densité (hab./km²) : 70	PIB/emploi 2015 (€) : 68 558
Population 2015 : 5 904 843	Taux de chômage 1er trim. 2016 (%) : 9,6
Population 1990 : 5 114 287	Capitale régionale : Bordeaux
Évolution de la pop. 1990-2015 (%) : + 15	Fusion : Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes

La Nouvelle-Aquitaine est issue de la fusion des Régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin. Elle est la plus grande Région française en termes de superficie et parmi les plus étendues en Europe puisque seules l'Andalousie, la Castille et deux régions finlandaises sont plus vastes. Elle est une des Régions démographiquement les plus dynamiques. Au-delà de certains traits (importance du littoral, des massifs forestiers, poids de l'agriculture et du tourisme dans l'économie régionale), c'est une Région avant tout marquée par ses puissants contrastes. Si la diversité peut être une opportunité pour le développement, la mise en cohérence des différents territoires qui dorénavant la composent constitue un défi majeur pour les acteurs régionaux. D'autant que la nouvelle entité est largement dominée et organisée par la métropole bordelaise, dont l'aire urbaine de plus d'1,1 million d'habitants regroupe 18,5 % de la population. C'est d'ailleurs pourquoi les territoires du Limousin et du Poitou-Charentes craignent une hégémonie trop forte de la capitale régionale.

Une nouvelle Région très étendue et fort contrastée

Les conditions de création de la Région dénommée Nouvelle-Aquitaine

La création de la plus grande Région française ne s'est pas imposée d'emblée. Si le rattachement de la Région Poitou-Charentes avait déjà été envisagé par le comité Balladur sur la réforme des collectivités en 2009, la nouvelle carte